



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2012

Le rapport annuel de la Zone franc¹ pour l'année 2012 vient de paraître. Établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc – assuré par la Banque de France – en étroite collaboration avec les trois banques centrales² des pays membres, ce rapport décrit les principales évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé et présente les perspectives pour l'année en cours.

En 2012, l'activité économique a été particulièrement dynamique dans les pays membres de la Zone franc avec des performances de croissance (+5,8 % en moyenne pour la zone) supérieures à celles de l'Afrique subsaharienne (+4,9 %)

Les pays de la Zone franc ont bénéficié du maintien à des niveaux élevés des cours de certaines matières premières, notamment le pétrole, et d'une forte demande intérieure, tirée par l'investissement public et privé. L'accélération de la croissance a été particulièrement marquée en UEMOA (+6,4 %). Dans les pays de la CEMAC, la croissance s'est stabilisée à un rythme soutenu, le PIB en termes réels progressant de 5,2 %. Aux Comores, la croissance a atteint 3,0 %.

L'activité économique dans les pays de l'UEMOA a connu une forte accélération en 2012, sous l'effet d'une reprise vigoureuse en Côte d'Ivoire

Le taux de croissance du PIB réel au plan régional s'est établi à 6,4 %, après 0,7 % en 2011. Ce fort rebond de la croissance est en très grande partie attribuable à la reprise vigoureuse observée en Côte d'Ivoire, où l'activité a progressé de 9,8 %. La situation économique régionale a également bénéficié des résultats satisfaisants de la campagne agricole 2012-2013. Les industries extractives ont, quant à elles, enregistré une évolution contrastée : les productions d'or, de phosphates et d'uranium se sont globalement inscrites en hausse, tandis que l'extraction de pétrole en Côte d'Ivoire a enregistré un repli sensible.

En CEMAC, la croissance économique, tirée par le secteur non pétrolier, est restée soutenue

La croissance a atteint 5,2 %, comme en 2011, malgré un ralentissement de la production de pétrole. L'activité a été tirée par la hausse de la consommation privée et surtout par la poursuite des programmes d'investissement mis en œuvre par les États, notamment dans le domaine des infrastructures, grâce au maintien à un niveau élevé des recettes budgétaires. La croissance a été particulièrement dynamique en Guinée équatoriale (+9,8 %) et au Tchad (+8,7 %).

¹ La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores.

² La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Comores (BCC). Le rapport de la Zone franc est établi sur la base des données collectées auprès des trois banques centrales, des deux Commissions bancaires de la Zone et des autorités nationales.

Aux Comores, l'activité économique a poursuivi son redressement

La hausse du PIB réel s'est établie à 3,0 % en 2012, après 2,6 % en 2011. La croissance a bénéficié du dynamisme de la demande intérieure privée, soutenue par d'importants concours extérieurs.

Dans l'ensemble des pays de la Zone franc, l'élévation du niveau de la croissance potentielle reste néanmoins entravée par plusieurs facteurs, liés notamment aux difficultés persistantes de certaines filières agricoles, à l'insuffisant développement des secteurs financiers et à la faiblesse des infrastructures, en particulier dans le domaine de la production d'énergie et, plus généralement, à un environnement des affaires qui reste à améliorer.

L'augmentation des prix, bien que contrastée entre les trois régions de la Zone franc, est restée nettement inférieure à celle observée en Afrique subsaharienne

En UEMOA, un apaisement des tensions inflationnistes a été observé, la progression des prix à la consommation revenant, en moyenne annuelle, à 2,4 %, après 3,9 % en 2011. En Afrique centrale, on note en revanche une sensible accélération de l'inflation qui s'est établie à 3,8 %, après 2,7 % en 2011. Aux Comores, le taux d'inflation est ressorti en forte hausse (6,2 %, après 1,8 % en 2011).

La Zone franc a continué d'enregistrer en 2012 de meilleurs résultats en matière de lutte contre l'inflation que l'Afrique subsaharienne. Reflétant les effets stabilisateurs de l'ancrage à l'euro, l'évolution des prix a été sensiblement plus faible en Zone franc que dans le reste de l'Afrique subsaharienne (+ 8,9 %), avec un différentiel d'inflation de 6,5 points en faveur de l'UEMOA et 5,1 points en faveur de la CEMAC.

Les performances de la Zone franc en matière de stabilité des prix s'inscrivent dans la durée : sur la période 2002-2012, le taux d'inflation annuel a été en moyenne de 2,6 % en UEMOA et de 3,2 % en CEMAC, contre 9,2 % pour l'Afrique subsaharienne. La stabilité des monnaies de la Zone franc, grâce à l'ancrage à l'euro, permet de contenir l'inflation importée, mais aussi la pression de la demande interne, et contribue ainsi à la stabilité des prix.

Les politiques monétaires sont restées accommodantes

Après les ajustements opérés en 2009 en réponse à la crise, les politiques monétaires conduites par les banques centrales de la Zone franc sont restées accommodantes.

Dans ce cadre, la BCEAO a abaissé ses principaux taux directeurs de 75 points de base en cumulé depuis juin 2012 afin de tenir compte de la décélération du rythme de l'inflation observé depuis la fin 2011. Le taux des appels d'offres de la Banque centrale s'établit à 2,50 % depuis septembre 2013.

En Afrique centrale, après avoir maintenu inchangées les conditions de refinancement des banques et établissements financiers tout au long de l'année 2012, la BEAC a réduit de 50 points de base son principal taux directeur, à 3,50 % en juillet 2013, du fait de l'atténuation des tensions inflationnistes depuis fin 2012.

Les politiques budgétaires sont restées globalement expansionnistes en 2012, cette orientation étant particulièrement marquée en Afrique centrale sous l'effet d'une nouvelle accélération des dépenses d'investissement

En UEMOA, une progression des recettes (+ 21 % par rapport à 2011) supérieure à celle des dépenses publiques (+ 13 %) a permis de réduire légèrement le déficit budgétaire (base engagements, hors dons), qui a atteint 5,3 % du PIB, contre 6,5 % en 2011.

En CEMAC, la hausse ralentie des recettes pétrolières (+ 5,6 %), conjuguée à l'orientation toujours très dynamique des dépenses publiques d'investissement (+ 28,8 %, après + 21,9 % précédemment), a conduit à l'apparition d'un déficit budgétaire représentant 1,5 % du PIB, après un excédent de 2,4 % en 2011.

Aux Comores, le déficit budgétaire s'est réduit, passant de 6,3 % du PIB en 2011 à 5,6 % du PIB en 2012.

En 2013, dans un contexte de stabilisation de la croissance économique mondiale, les pays de la Zone franc devraient afficher des performances de croissance en ligne avec celles de l'Afrique subsaharienne

Dans un environnement international incertain, la reprise graduelle de la croissance des échanges internationaux (attendue à 3,1 % en 2013 selon le FMI, après 2,5 % en 2012) ainsi que le maintien d'une demande intérieure dynamique devraient permettre aux économies de la Zone franc de suivre une évolution similaire à celle de l'Afrique subsaharienne.

Les économies de l'UEMOA devraient connaître un rythme d'expansion soutenue, avec une croissance réelle de 6,5 %. Cette évolution résulterait de la poursuite de l'exécution de programmes d'investissements publics ambitieux et du dynamisme des industries extractives au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Togo. À la faveur des efforts de normalisation de la situation politique en Guinée-Bissau et au Mali et de la reprise des appuis financiers des partenaires au développement, les prévisions de croissance dans ces deux pays pour 2013 s'établissent à, respectivement, 3,5 % et 4,8 %, selon la BCEAO. Les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues, avec un taux d'inflation attendu à 2,3 %, après 2,4 % en 2012.

Les pays de la CEMAC devraient enregistrer un sensible ralentissement de leur croissance économique, avec une hausse attendue du PIB réel de 3,2 % au plan régional, selon les prévisions de la BEAC, après 5,2 % en 2012. **Cette décélération globale masque cependant des évolutions contrastées entre pays.** Alors que la plupart des États de la CEMAC devraient continuer à enregistrer de solides performances de croissance (+ 5,6 % pour le Cameroun, + 5,3 % pour le Congo, + 7,4 % pour le Gabon et + 5,0 % pour le Tchad), la Centrafrique, confrontée à une situation politique instable, enregistrerait une contraction de son activité économique de près de 14,5 %. En Guinée équatoriale, le recul de la production pétrolière, combiné à un ralentissement marqué des investissements publics, se traduirait par une récession de plus de 12 %. Dans ce contexte, les tensions inflationnistes devraient s'atténuer, la hausse des prix devant ressortir à 2,7 % (après 3,8 % en 2011).

Aux Comores, la croissance devrait marquer une légère accélération, avec une hausse du PIB réel de 3,5 % en 2013, après 3,0 % en 2012, en particulier grâce aux bons résultats du secteur agricole.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :
<http://www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/rapport-annuel-zone-franc.htm>

Pour plus de renseignements :

Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00)

ANNEXE

Principaux indicateurs économiques

(en %)

	Croissance du PIB réel		Inflation (a)		Solde budgétaire (en % du PIB) (b)	
	2011	2012 (c)	2011	2012 (c)	2011	2012 (c)
UEMOA	0,7	6,4	3,9	2,4	- 6,5	- 5,3
CEMAC	5,2	5,2	2,7	3,8	2,4	- 1,5
Comores	2,6	3,0	1,8	6,2	- 6,3	- 5,6
Afrique subsaharienne	5,4	4,9	9,3	8,9	- 2,2 (d)	- 2,6 (d)

(a) Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle

(b) En base engagements, hors dons

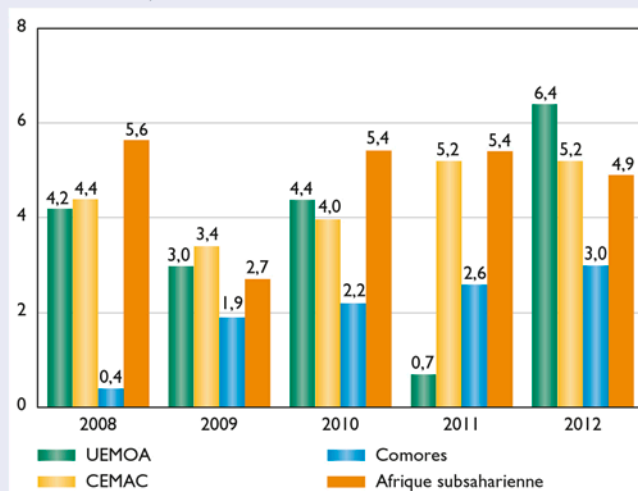
(c) Chiffres provisoires

(d) Solde budgétaire global, hors dons

Sources : BCEAO, BEAC, BCC, FMI (Perspectives économiques régionales, avril 2013, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2013) pour l'Afrique subsaharienne

Évolution du PIB

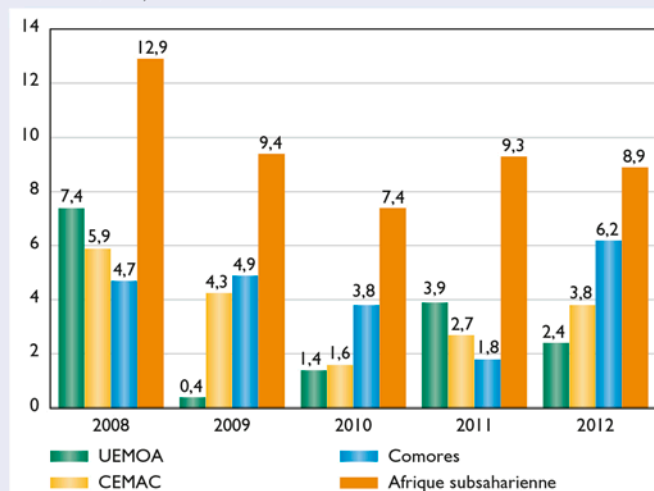
(taux de croissance réelle en %)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2013, mise à jour juillet 2013)

Prix à la consommation

(en moyenne annuelle ; en %)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2013, mise à jour juillet 2013)